

INTRODUCTION

Quelques mots sur l'AFPCNT

L'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT) a pour mission de relever de nombreux défis visant à développer la culture du risque et de la résilience face aux risques majeurs en France. Elle a depuis près de 25 ans dans son ADN le partage d'expérience et la mise réseau. Nous le savons tous, la solution face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain, notamment en matière de prévention des risques sera collective. La mise en oeuvre du projet associatif d'intérêt général de l'AFPCNT pour une France plus résiliente face aux risques majeurs s'appuie sur 5 priorités de travail :

- Développer la culture du risque en France et veiller à que chacun d'entre nous soit acteur de sa sécurité, conscient et apte à faire face et se relever. La mémoire des risques, le partage des enseignements des catastrophes, les exercices et les mises en situation contribuent par exemple à cet objectif.
- Améliorer la résilience des territoires, des organisations et des individus. Pour les individus, il s'agit pour nous de considérer les populations les plus vulnérables paupérisées, âgées ou en situation de handicap, qui sont 4 fois plus impactées que la population courante. Sur les territoires, il s'agit d'aller au croisement de diverses composantes territoriales, risques et tourisme, risques et patrimoine. Sur la résilience de mieux comprendre comme l'évaluer et les leviers de sa progression. Le volet du relèvement post-catastrophe est dans ce cadre un sujet de réflexions stratégiques.
- Mieux accompagner et valoriser les territoires ultramarins, fortement exposés et ayant souvent des solutions opérationnelles pragmatiques et efficaces, de fait de leur situation d'isolement et de moyens différents comparés à l'Hexagone.
- Développer la compétence des acteurs avec des enjeux de formation et de préparation des collectivités locales et des acteurs économiques.
- Enfin mobiliser le réseau national et international, scientifique, technique, économique ... pour mieux agir ensemble face aux risques.

Ce projet est soutenu par le Ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques

Des territoires français exposés aux risques majeurs

En France, la majorité des communes est exposée à au moins un risque naturel ou technologique (31 147 sur 34 995 selon la base nationale Gaspar en 2023). La reconnaissance de la survenue d'une catastrophe naturelle concerne même 5 700 communes chaque année et 17 500 évènements (selon les statistiques du SDES) ont été à l'origine d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle dans au moins une commune entre 1982 et 2023.

L'étude en question : une écoute auprès de 10 000 citoyens français

En 2023, une première étude menée par l'AFPCNT et l'Ifop sur la perception des risques avait mis en avant (entre autres) un faible niveau de connaissance des bons gestes à avoir en cas de crise et le souhait de plus d'informations pour passer à l'action. Cette nouvelle enquête met à jour et complète les chiffres précédemment publiés et confirme certaines tendances : niveau de connaissance, exposition aux risques et craintes face à ces risques, modes d'information souhaités, relation aux institutions publiques face aux risques, engagement citoyen, etc.

Cette enquête 2024 a été menée auprès de 10 013 personnes (9 601 en France hexagonale et 412 en DROM-COM). Des résultats clés pour mieux comprendre les attentes des citoyens français et favoriser le passage à l'action de chacun d'entre nous.

Les principaux résultats de l'enquête :

Trois constats sur la perception des risques majeurs



1

Un manque de préparation collective à y faire face.

82%
des métropolitains

78%
des ultramarins

Considèrent que les Français ne sont pas assez sensibilisés à la gestion des risques et à la prévention des catastrophes.

72%
des métropolitains

77%
des ultramarins

Considèrent que la France n'est pas préparée à faire face à une catastrophe naturelle ou industrielle

2

Une part non négligeable de Français ignorent si leur logement est exposé à un risque

55%
des métropolitains

74%
des ultramarins

Savent à quels risques leur maison est exposée (ou non).

3

Une minimisation du rôle de la prévention pour une partie significative des personnes interrogées.

43%
des métropolitains

54%
des ultramarins

Considèrent qu'en matière de gestion des risques, ce qui compte, c'est surtout de pouvoir intervenir rapidement. La prévention n'est pas très efficace.



Soutenu par
MINISTÈRE DE
LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE
L'ÉNERGIE,
DU CLIMAT ET DE
LA PRÉVENTION
DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

En métropole tout particulièrement, l'exposition de son logement à des risques naturels ou technologiques est sous-estimée



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Mars 2023

Les métropolitains craignent avant tout les risques climatiques/météorologiques et les ultramarins les phénomènes météorologiques extrêmes

Les répondants en hexagone sont principalement préoccupés par ...

Les répondants en Outre-mer sont principalement préoccupés par ...



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Les métropolitains déclarent que leur logement est principalement exposé à des risques climatiques / météorologiques. Les ultramarins mentionnent quant à eux avant le risque de cyclone/ ouragan

Principaux risques auxquels les logements des métropolitains sont exposés selon les sondés

Base : aux métropolitains qui savent que leur logement est exposé à un risque naturel ou technologique.



Les risques climatiques et météorologiques
(la canicule, le froid, la neige, la grêle, la sécheresse ...)



Les tremblements de terre



Les mouvements de terrain

Principaux risques auxquels les logements des ultramarins sont exposés selon les sondés

Base : aux ultramarins qui savent que leur logement est exposé à un risque naturel ou technologique.



Le risque de cyclone, ouragan



Les tremblements de terre



Les mouvements de terrain



Les inondations par débordement de cours d'eau



Soutenu par

MINISTÈRE DE
LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE
L'ÉNERGIE,
DU CLIMAT ET DE
LA PRÉVENTION
DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

En cas de risque majeur, le niveau d'information des métropolitains sur les bons comportements à adopter gagnerait à être amélioré



Le niveau d'information sur les bons gestes à adopter est plus faible en métropole

30% (2023 : 29%)
des métropolitains

Se sentent suffisamment informés sur les bons comportements à tenir en cas d'évènement naturel ou technologique.

57% (2023 : 47%)
des ultramarins

38% (2023 : 43%)
des métropolitains

Ont déjà reçu au cours de leur vie des informations préventives face aux risques naturels ou technologiques.

75% (2023 : 73%)
des ultramarins



Et parmi eux, c'est principalement par la télévision qu'ils ont reçu ces informations (50% des métropolitains 61% des ultramarins).



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Seule une minorité de Français a adopté des mesures préventives face aux risques naturels et technologiques

12% (2023 : 12%)
des métropolitains

Ont déjà mis en place des mesures préventives pour se protéger en cas d'évènements naturels ou technologiques

35% (2023 : 33%)
des ultramarins



Mais parmi eux, leur efficacité en cas de crise ne fait pas l'unanimité ...

63% (2023 : 64%)
des métropolitains

Qui ont mis en place des actions préventives, pensent qu'elles sont suffisantes pour se protéger en cas d'évènement naturel ou technologique.

69% (2023 : 57%)
des ultramarins



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

La préparation d'un kit d'urgence est la mesure préventive communément mise en place pour prévenir les risques majeurs

Les trois principales mesures préventives adoptées par les répondants

Base : aux répondants qui ont mis en place des actions/ mesures préventives pour se protéger en cas d'évènement naturel ou technologique, soit 12% de l'échantillon



31%

La consultation des sites de référence (Géorisques, Vigicrues, Météo-France, etc...)



30%

La préparation d'un kit d'urgence 72H



28%

Le débroussaillage



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Le manque d'information et de communication est identifié comme le principal frein à la mise en œuvre d'actions préventives

TOP 3 des principaux freins à la mise en œuvre d'actions concrètes



43% (2023 : 42%)

des métropolitains

29% (2023 : 28%)

des ultramarins

1
Manquent d'informations sur les bons comportements et les consignes à suivre



39% (2023 : 38%)

des métropolitains

40% (2023 : 44%)

des ultramarins

2
Estiment que la communication est insuffisante de la part des pouvoirs publics en cas de crise.



34% (2023 : 33%)

des métropolitains

26% (2023 : 30%)

des ultramarins

3
Manquent d'informations sur les dispositifs et les mesures (telles que des travaux ou aménagements) pouvant être mis en oeuvre.



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Les trois principales incitations pouvant encourager les citoyens à mettre en place des actions préventives

1



La connaissance d'un risque avéré à proximité de son domicile

Mentionnée par:

61% des métropolitains

52% des ultramarins

2

La mise à disposition d'une aide financière comme un crédit d'impôt ou des subventions

(Mentionné par **45%** des métropolitains et **54%** des ultramarins)

3

La mise à disposition d'un accompagnement technique pour adopter des mesures préventives.

(Mentionné par **41%** des métropolitains et **33%** des ultramarins)



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Les collectivités territoriales sont identifiées comme les plus à même d'informer les Français sur les risques naturels et technologiques



En matière d'information, les attentes reposent principalement sur les pouvoirs publics ...

66%
des métropolitains

61%
des ultramarins

Considèrent que c'est aux mairies d'incomber la charge d'informer les citoyens sur les risques naturels et technologiques.

(40% des métropolitains et 43% des ultramarins mentionnent également les préfetures)

... dont les actions peinent aujourd'hui toutefois à convaincre

45%
des métropolitains

43%
des ultramarins

Jugent que l'intervention des collectivités territoriales en matière de prévention des risques est aujourd'hui satisfaisante.

(Respectivement 31% et 41% pour ce qui est de l'intervention de l'Etat)



Soutenu par
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

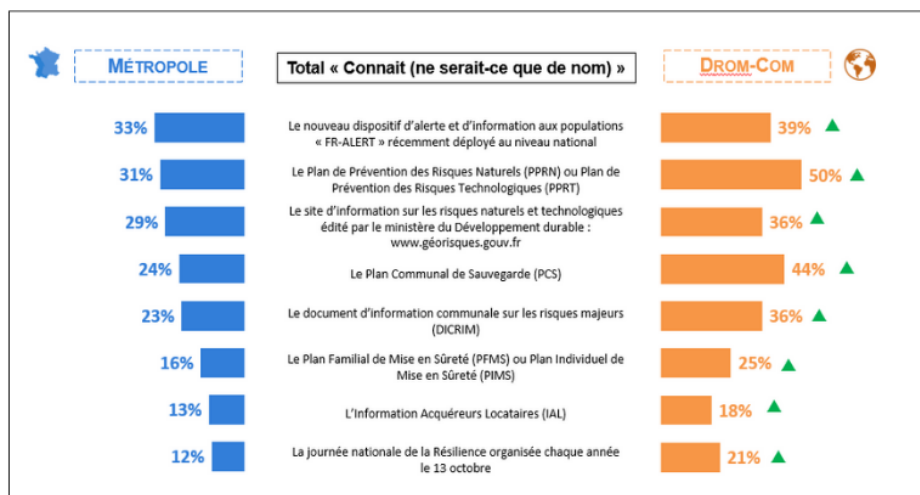
Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

Les dispositifs d'alerte et d'information existants gagneraient à être mieux identifiés par les Français

57%
des métropolitains
74%
des ultramarins

Connaissent ne serait-ce
que de nom au moins 1
de ces dispositifs

Seuls **27%** des métropolitains et
48% des ultramarins "connaissent
précisément" au moins 1 dispositif.



Soutenu par
**MINISTÈRE DE
LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE
L'ÉNERGIE,
DU CLIMAT ET DE
LA PRÉVENTION
DES RISQUES**

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024

L'engagement actuel au niveau local pour prévenir les risques majeurs reste marginal en 2024

6% (2023 : 6%)
des métropolitains
10% (2023 : 8%)
des ultramarins

Sont aujourd'hui impliqués dans une institution ou mènent des actions au niveau local, pour prévenir les risques majeurs (membre d'un service communal, membre du comité " feu de forêt", ect...)

La condition essentielle pour accroître leur implication dans des actions locales et citoyennes en faveur de la prévention des risques.

Base : aux personnes qui ne sont pas impliquées pour prévenir les risques majeurs.



- 1 Plus de temps disponible**
(35% des métropolitains et 36% des ultramarins)
- 2 Plus de connaissances techniques**
(30% des métropolitains et 17% des ultramarins)
- 3 Une meilleure connaissance des associations et acteurs œuvrant dans le domaine de la prévention des risques**
(29% des métropolitains et 36% des ultramarins)



Soutenu par
**MINISTÈRE DE
LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE
L'ÉNERGIE,
DU CLIMAT ET DE
LA PRÉVENTION
DES RISQUES**

Sondage Ifop pour l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT), dans le cadre de son projet associatif sKarabée et avec le soutien du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - Juin 2024



Association
Française
pour la Prévention
des Catastrophes
Naturelles et Technologiques

AFPCNT

Mieux comprendre, mieux prévenir

Dossier de presse réalisé par : l'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT)

Directrice de Rédaction et Publication : Ghislaine Verrhiest-Leblanc

Rédaction : Ifop, Lauranne Duclos, Laurence Bonhomme

Graphisme : Tristan Pujol

Illustrations : AFPCNT, Ifop

Édition : Septembre 2024

Plus d'informations sur : www.afpcnt.org

Soutenu par

**MINISTÈRE DE
LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE, DE
L'ÉNERGIE,
DU CLIMAT ET DE
LA PRÉVENTION
DES RISQUES**